



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche  
477 Boulevard de la Dollée  
BP 70271  
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 24/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ACOME**

La closerie et les Aulnays  
BP 45  
50140 Romagny Fontenay

Références : 2024.323  
Code AIOT : 0005301505

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement ACOME implanté La Closerie et les Aulnays BP 45 50140 Romagny Fontenay. L'inspection a été annoncée le 24/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ACOME
- La Closerie et les Aulnays BP 45 50140 Romagny Fontenay
- Code AIOT : 0005301505
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ACOME est spécialisée dans la fabrication de câbles optiques et de câbles en cuivre destinés essentiellement aux secteurs des télécommunications et de l'automobile.

Première société coopérative ouvrière de production (SCOP) de France, la société ACOME emploie actuellement environ 1000 personnes au sein de l'établissement de Romagny-Fontenay.

### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Prévention GPI

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande d'action corrective	6 mois
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 21 mai 2024 avait pour objectif de contrôler le respect des dispositions réglementaires en matière de prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement. Aucun écart substantiel n'a été constaté lors de ce contrôle par sondage. Les mesures organisationnelles associées à ces dispositions réglementaires sont bien en place sur le site de Romagny-Fontenay de la société ACOME. Les zones de dispersions ont été identifiées, des procédures ont été créées et la formation/sensibilisation des salariés à cette problématique a été mise en œuvre. Néanmoins, il conviendra de généraliser à court terme le déploiement des équipements de prévention des rejets canalisés de GPI dans l'environnement, qui ne sont aujourd'hui installés qu'en sortie de deux des quatre exutoires du site.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Typologie des sites industriels**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p>
<b>Constats :</b> <p>Selon les articles L. 541-15-11 et suivants du code de l'environnement, on entend par "granulés de plastiques industriels" des matières plastiques sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm. Les sites industriels à considérer sont ceux au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes/an. Suite à l'inspection du 21 mai 2024, l'exploitant a indiqué avoir produit plus de 5 tonnes de GPI au cours de l'année 2023. La taille des granulés plastiques présents sur le site est de 2 mm. Ainsi, le site de Romagny-Fontenay de la société ACOME fait donc partie des installations soumises à la réglementation sur les GPI (granulés plastiques industriels).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le site n'est pas entièrement doté d'équipements prévenant le rejet canalisé des granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Le 21 mai 2024, l'exploitant a présenté une solution expérimentale qui est en cours de test sur son site. Il s'agit de filtres en acier inoxydable et présentant un maillage bien adapté à la taille des GPI présents sur le site (jusqu'à 2 mm). Le site de</p>

Romagny-Fontenay de la société ACOME dispose de 4 exutoires/points de rejet des eaux dans l'environnement. Dans le cadre de son expérimentation, l'exploitant a fait le choix de mettre en place des dispositifs test au niveau de la sortie du bassin de la zone Grand Pré ainsi qu'en sortie du bassin de la zone Closerie en amont d'exutoires du site. Les deux derniers exutoires du site (situées en aval du bassin d'orage BMA et du bassin d'orage n°1) ne disposent pas d'équipement de prévention de rejets de granulés de plastiques. Par ailleurs, l'exploitant indique ne pas prévoir de mettre en place ce type d'équipements plus en amont, au niveau des avaloirs des zones où des GPI pourraient être répandus. L'expérimentation en cours a débuté mi-2023 et a été mise en place afin d'évaluer le besoin de maintenance et de nettoyage de ces filtres afin d'éviter le colmatage de ceux-ci. Le 21 mai 2024, l'exploitant a présenté un plan d'action et indiqué prévoir la transversalisation de ces dispositifs sur l'ensemble du site d'ici décembre 2025. Néanmoins, l'inspection considère que ce délai n'est pas satisfaisant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant mettra en place, sous 6 mois, des équipements permettant de prévenir les rejets canalisés de granulés de plastiques industriels à l'amont de tous les exutoires/points de rejet du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Prescription contrôlée :**

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

**Constats :**

Le 21 mai 2024, l'exploitant a présenté les cartographies qui ont été élaborées pour les emplacements où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement. L'inspection a également consulté la procédure environnement PRE 5015 en date du 7 avril 2023 ayant pour objet la "prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement" qui vise à :

- identifier les zones où des GPI sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement :

L'exploitant dispose d'une cartographie globale du site pour les zones extérieures ainsi que d'une cartographie de l'intérieur de chacun des bâtiments au sein desquels des GPI peuvent se trouver (Aulnays ; Closerie 1, 2 et 3 ; Mélanges ; Grand Pré).

- préciser les modalités de vérification de l'intégrité des emballages utilisés pour le stockage et le transport des GPI :

À la réception de la marchandise, le magasinier vérifie visuellement l'intégrité des emballages.

- préciser les consignes à respecter en cas de déversement accidentel de GPI dans l'enceinte du site ;
- préciser les consignes de nettoyage, de vérification du bon fonctionnement des équipements et dispositifs en place pour prévenir les dispersions de granulés :

Une inspection semestrielle des points de rejets du site est réalisée lors du prélèvement de l'échantillon nécessaire à la surveillance des rejets d'eaux pluviales du site vers le milieu naturel.

- préciser les modalités de formation et de sensibilisation en place sur le sujet :

Adaptation des formations et élaboration d'un "Flash Environnement" portant sur la prévention de la fuite des GPI dans l'environnement. Ce "Flash Environnement" a été présenté à l'ensemble des salariés du site par leurs managers.

- préciser les inspections et audits en place pour s'assurer de la bonne application des mesures mises en œuvre pour prévenir les pertes de GPI. Ces contrôles internes sont semestriels conformément à la réglementation.

Enfin, cette procédure est bien adaptée aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ce site (jusqu'à 2 mm).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Prescription contrôlée :**

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de

manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

#### **Constats :**

Le site de Romagny-Fontenay de la société ACOME fait partie des installations soumises à la réglementation sur les GPI (granulés plastiques industriels). À ce titre, l'exploitant a fait réaliser un audit par un organisme certifié indépendant (AFNOR Certification) le 12 janvier 2023. Le rapport suivant ce premier audit faisait état de cinq non conformités dont quatre ont pu être levées au 24 mai 2023 lors d'un deuxième audit suite à la mise en place d'actions correctives proposées par l'exploitant et validées par l'auditeur. L'exploitant a ainsi obtenu l'attestation de conformité de AFNOR Certification en date du 26 mai 2023 malgré la persistance d'une non conformité portant sur la généralisation du déploiement d'équipements prévenant le rejet canalisé des granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Par ailleurs, le 21 mai 2024, l'inspection a pu constater que l'exploitant a bien publié sur son site internet l'attestation associée à cet audit, mais n'y a pas ajouté la synthèse du rapport.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant publiera sur son site internet, sous 1 mois, l'attestation de conformité associée à l'audit ainsi qu'une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois